LE CANDIDAT :



Jean-Paul BRUNET
ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure
Agrégé de l'Université
Professeur assistant à la Sorbonne
Chargé de mission au cabinet du Président du Sénat
29 ans, marié, un enfant

LE SUPPLEANT :



Lucien DELMAS
Maire de Ladornac
Secrétaire général de mairie
Secrétaire général de la Fédération Socialiste S.F.I.O. et de la F.G.D.S. de la Dordogne
Responsable syndical F.O.
37 ans, marié, trois enfants

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Première Circonscription de PÉRIGUEUX

Candidature d'Union des Républicains

présentée par la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste

(F. G. D. S.)

Mesdames,

Mes chers Concitoyens,

La F.G.D.S., tant au plan national que départemental, m'a demandé de me porter candidat dans la première circonscription de Périgueux. Les attaches que j'ai dans la région, le soutien sans réserve des présidents Georges BONNET, Robert LACOSTE, Marcel BREGEGERE et Charles SINSOUT, l'adhésion de l'unanimité des démocrates et des socialistes de la circonscription, ont renforcé ma volonté de me battre pour la République et de vaincre le député sortant. Je voudrais que ma candidature symbolise **LA RELEVE D'UN REGIME DISCREDITE,** et qu'elle apporte à nos concitoyens **L'ESPERANCE DU RENOUVEAU.**

LA CRISE

La France, en effet, vit une **crise grave.** Depuis **10 ans,** le gouvernement a exercé tous les pouvoirs. Sa politique de stagnation économique et de régression sociale a entraîné un malaise généralisé : fermeture d'usines, chômage, misère paysanne, énormes difficultés pour les artisans et les commerçants, tandis que des milliards s'engloutissaient dans le gouffre de la force de frappe et des dépenses de prestige. Situation d'autant plus scandaleuse que, c'est un fait statistiquement établi, les plus riches s'enrichissent et les plus pauvres s'appauvrissent.

Dans ces conditions, la crise actuelle trouve aisément son explication ; en réalité, la révolte des étudiants a joué le rôle d'un détonateur.

Et c'est ce gouvernement qui a régné 10 ans sans partage, qui vient nous parler maintenant de **participation.** La ruse électorale est un peu grosse ! Demandez aux postiers s'ils ont « participé » sous la poigne de fer de M. Guéna ! Demandez aux journalistes et aux techniciens de l'O.R.T.F., dont l'action courageuse tend au seul but d'assurer au pays une information honnête et objective, après 10 ans de mise en condition s'ils peuvent « participer » sous la férule de M. Guéna !

M. Guéna, par ailleurs solidaire de toutes les erreurs du gouvernement Pompidou, s'est montré un des plus durs des ministres de ce gouvernement. Il porte une lourde responsabilité.

LA PAIX CIVILE ET LE PROGRÈS SOCIAL

Si la Nation reconduit la majorité sortante, le gouvernement continuera à ignorer le Parlement et les élus locaux. **Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, une crise beaucoup plus dramatique risque alors de se produire.** M. PISANI, dont les positions ont été souvent discutables, déclare aujourd'hui après avoir longtemps participé au système, pour l'infléchir **de l'intérieur** : « Si la majorité gardait la possibilité d'exercer le pouvoir, elle serait incapable d'entreprendre des réformes. Depuis 10 ans elle n'a pas su, pas pu, **pas voulu** s'engager dans des réformes substantielles. Demain, nous pouvons nous trouver dans une situation plus dramatique encore ». Et M. GISCARD D'ESTAING affirmait lui-même durant la crise : « Le gouvernement doit s'en aller ».

Nous refusons donc d'admettre la distinction simpliste entre « bons citoyens » (les inconditionnels de M. Pompidou) et les « mauvais » (tous les autres) !

Nous refusons énergiquement de laisser enfermer notre pays dans le dilemme devant lequel le gouvernement, pour des raisons électorales, voudrait le placer : gaullisme ou communisme. Nous pensons qu'entre les deux extrêmes il existe une majorité de démocrates soucieux de **profondes réformes** et épris de **justice sociale**, seule capable d'assurer la **PAIX CIVILE**.

ELECTRICES, ELECTEURS

VOUS NE POUVEZ PLUS FAIRE CONFIANCE A M. GUENA. Pendant les six années durant lesquelles il a été votre député, il vous a beaucoup promis, il n'a rien réalisé :

— A PERIGUEUX et dans la vallée de l'Isle, les petites usines ferment ; les Ateliers de Périgueux ont vu, depuis 1965, 335 départs et seulement 34 arrivées ; le dépôt de Saint-Astier s'est vidé ; les agriculteurs sont toujours victimes d'un exode rural impitoyable ; les petites et moyennes entreprises voient leurs difficultés aggravées.

— En contrepartie, M. Guéna vous promet le transfert de l'imprimerie des Postes, qui, en tout état de cause, ne pourra s'effectuer qu'en 1972 et ne portera que sur 300 emplois (et non 700).

CE QUE NOUS PROPOSONS :

POLITIQUE INTERIEURE : Des réformes obtenues dans l'**ordre** et par des voies **pacifiques et parlementaires**, dans le respect des **libertés publiques** et de la **Constitution** ; l'instauration d'une démocratie économique et sociale.

POLITIQUE EXTERIEURE : Paix entre les nations par la désintégration simultanée des deux grands blocs militaires ; abandon de la force de frappe ; construction d'une Europe politique.

SALARIÉS : Abrogation complète des ordonnances ; retour progressif à la semaine de 40 heures ; intervention de l'Etat pour assurer le plein emploi ; implantation d'industries nouvelles dans la région et développement du tourisme.

AGRICULTEURS : Classement de la Dordogne dans les zones de rénovation rurale (comme tous les départements voisins) qui permettra d'obtenir : la retraite à 60 ans, des bourses plus importantes, des facilités d'emprunt, des subventions spéciales (pour voirie, adduction d'eau, électricité, etc...) ; politique d'investissement pour l'habitat rural ; indexation des prix agricoles (supprimée en 1958 par M. Debré).

COMMERÇANTS, ARTISANS : Politique plus libérale de crédit, vote d'une réforme de l'impôt sur le revenu ; aménagement de la T.V.A.

ANCIENS COMBATTANTS : Adoption du programme des associations des anciens combattants : application du rapport Constant ; rétablissement de la retraite à tous les A.C. de 1939-1945.

RAPATRIES : Indemnisation (que le gouvernement a promise depuis 1961, jamais affectuée) ; vote de l'amnistie totale.

VIEUX TRAVAILLEURS : Retraite à 60 ans possible pour tous ; augmentation de la retraite et véritable indexation sur les prix.

COMMUNES ET COLLECTIVITES LOCALES : Respect de l'autonomie communale ; refus de tout regroupement autoritaire et technocratique ; refus de la surcharge fiscale imposée par l'Etat, qui n'honore pas ses obligations.

JEUNES : Accès des jeunes à de plus grandes responsabilités à tous les niveaux ; réforme de l'enseignement assurant aux jeunes l'égal accès aux études : attribution de bourses suffisantes, développement de l'enseignement technique, organisation d'un enseignement agricole efficace.

FEMMES : Reconnaissance du principe « A travail égal, salaire égal » ; remboursement à 100 % des congés de maternité par la Sécurité Sociale ; développement des équipements sociaux pour les mères de famille (crèches, P.M.I., écoles maternelles) ; revalorisation des allocations familiales.

TOUTES CES REFORMES PEUVENT ETRE OBTENUES SANS METTRE EN PERIL LES FINANCES DU PAYS : L'abandon des dépenses inutiles, l'adoption des réformes préconisées notamment par la F.G.D.S. (réforme fiscale en profondeur, création d'une Banque Nationale d'Investissements, etc.) peuvent concilier les intérêts des diverses couches de travailleurs avec l'intérêt de la Nation tout entière.

Electrices, électeurs, mes chers concitoyens, LE CHOIX EST CLAIR :

— Vous ne pouvez pas faire confiance à M. Guéna, solidaire et artisan d'une politique discréditée ;

— Vous ne pouvez pas, en tout état de cause, voter communiste ; l'expérience des élections législatives de 1962 et 1967 ayant montré que le candidat communiste ne pouvait pas battre le candidat U.N.R.

VOTEZ UTILE !

DÈS LE PREMIER TOUR, bloquez massivement vos suffrages sur le seul candidat pouvant battre M. Guéna : Jean-Paul BRUNET, candidat d'UNION DES REPUBLICAINS, des RADICAUX, des SOCIALISTES et des DEMOCRATES, présenté par la F.G.D.S.

VU, LE CANDIDAT.

Imp. Joucla, Px.,